

LES IMPACTS DES RELATIONS D'INVESTISSEMENT DE CHINE- MADAGASCAR

Equipe AERC Madagascar

Octobre 2009

Dr RAZAFINDRAVONONA Jean

Dr RAKOTOMANANA Eric Jean

Mr RAJAOBELINA Jimmy

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
LISTE DES TABLEAUX	ii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	ii
1- Introduction	1
2- Contexte.....	3
2-1 Généralité sur les IDE à Madagascar	3
2-2 Les investissements directs étrangers en provenance de la Chine	7
2-3 Politique d'attractivité et d'incitation à Madagascar.....	8
2-4 Environnement des affaires à Madagascar.....	10
2-5 Madagascar : la crise financière et la crise politique	11
2-5-1 Contexte international.....	11
2-5-2 Effets de la crise politique malgache	13
3- Revue de la littérature.....	14
3-1 Éléments théoriques sur les IDE	14
3-2 Risques et avantages liés aux IDE.....	15
3-3 Cadre de référence.....	16
4- Méthodologie et cadre théorique.....	17
5- Analyse empirique.....	19
5-1 Impacts des IDE chinois au niveau macro-économie à travers un MEGC.....	19
5-2 Spécification des IDE chinois dans l'économie.....	20
5-2-1 Caractéristique des entreprises d'investissement direct chinois	21
5-2-2 Le circuit de commercialisation des entreprises d'IDE chinois.....	23
5-2-3 L'IDE chinois et les relations interentreprises.....	24
5-2-4 L'emploi dans les entreprises d'IDE chinois	25
6- Conclusion et recommandation de politique économique	27
BIBLIOGRAPHIE	30
ANNEXE 1 : Les équations du modèle EGC statique en économie ouverte	32
ANNEXE 2 : LES SOURCES DE DONNEES	37

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Evolution du flux d'IDE de 2002 à 2008.....	3
Tableau 2. Structure du flux d'IDE par branche d'activité.	4
Tableau 3 : Structure par branche du stock d'IDE en 2005 et en 2008.	5
Tableau 4. Structure selon les pays d'origine du stock d'IDE en 2008.....	6
Tableau 5. Evolution du flux d'IDE chinois à Madagascar de 2003 à 2008.	7
Tableau 6. Structure du stock d'IDE chinois par branche d'activité.	7
Tableau 7 : Evolution du classement de Madagascar dans « Doing Business »	10
Tableau 8. Nombre d'entreprise à capitaux chinois à Madagascar.	21
Tableau 9. Structure des entreprises à capitaux chinois et du stock d'IDE chinois selon le type d'investissement.	22
Tableau 10. Structure de la clientèle des entreprises à capitaux chinois en 2007.	24
Tableau 11. Structure des achats en intrants et services externes des entreprises chinoises	25
Tableau 12. Effectif du personnel permanent employé en 2006.	25
Tableau 13 : Répartition de l'emploi permanent par branche d'activité en 2006.	26

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1. Evolution du Flux d'IDE.....	4
Figure 2 : Evolution de la part des flux des IDE chinois.....	19

Abstract

L'évolution des IDE en provenance de la Chine a connu une hausse très importante jusqu'à la fin 2008. Cette étude a montré d'abord que la venue de ces IDE a des impacts positifs sur l'économie malgache comme l'offre aux consommateurs malgaches des produits chinois aux marchés locaux à des prix très compétitifs, la création d'entreprise, l'embauche des employés, l'augmentation des réserves en devises et l'ouverture des participations à des entreprises à capitaux chinois dans les branches « Commerce, BTP, Industries extractives et surtout Fabrication ». De plus, il existe une certaine amélioration du cadre d'investissement privé chinois à Madagascar dans la mesure où ces investissements soutiennent les activités des entreprises établies à Madagascar. En effet, la majorité des achats en intrants et services externes sont effectués au niveau du marché local. Il résulte de l'étude que ces IDE chinois ont aussi contribué à différents degrés de secteurs de couverture à la croissance de l'économie malgache. Cependant, ces IDE continuent à creuser le déficit de la Balance Commerciale toujours déficitaire, à augmenter la part du marché chinois au détriment des entreprises locales. Néanmoins, cette étude approfondie a été limitée par la disponibilité des données et l'indisponibilité d'une enquête miroir.

1- Introduction

L'expansion rapide et spectaculaire de l'économie Chinoise, ces dernières années, est une opportunité à ne pas négliger pour les pays africains non seulement dans le renforcement de la coopération Sud-Sud, mais également dans le développement des économies africaines. Il est important de cerner les canaux par lesquels les pays africains pourraient en tirer profit. C'est la raison pour laquelle le projet de recherche sur l'impact de la relation économique de la Chine avec les pays de l'Afrique Sub-saharienne a été initié par l'AERC.

L'objectif de notre recherche est d'entreprendre une analyse complète des dispositifs principaux et les modèles de l'évolution passée, actuelle et future, des relations économiques, à travers les investissements directs étrangers, entre la Chine et les pays Afrique Subsaharienne, entre autre Madagascar et Chine. Ceci est dans le but de disposer une meilleure compréhension des impacts de la relation entre ces deux pays, de relever les défis pour les perspectives de développement des pays africains, ainsi que de mettre en exergue l'articulation des décisions politiques appropriées globales que devant prendre les différents pays africains pour leurs intérêts, à la lumière de l'impact éprouvé et des défis à relever.

L'investissement direct étranger (IDE) constitue un canal principal par lequel des impacts de la croissance économique de la Chine sont transmis à l'économie africaine typique. Plusieurs issues de recherches surgissent dans ce contexte:

- Dans quels secteurs les IDE en provenance de la Chine sont-ils dirigés?
- Dans quelle mesure les IDE chinois sont liés avec des apports d'aide?

- Est-ce que ces IDE augmentent-ils les capitaux disponibles aux entreprises, ou est-ce qu'il s'agit juste d'une prise de participation qui n'entraîne pas une augmentation de capitaux ?
- Est-ce que les entreprises d'investissement direct chinoises sont-elles à la recherche de ressources ou de marchés, et visent-elles le marché local ou le marché extérieur?
- Quels avantages économiques résultent les IDE chinois en termes d'exportations, importations, substitution, contribution à la valeur ajoutée et l'emploi?
- Est-ce que les IDE chinois excluent ou renforcent-ils la position de l'entreprise nationale, comment ils impliquent les sociétés locales.
- Quels sont les effets des IDE Chinois dans l'économie locale en terme de transfert de compétence, d'intégrations verticales, d'utilisations des intrants locaux, de gestion de chaîne d'approvisionnements et de transfert de technologie?
- Comment différencient les IDE Chinois et les IDE d'autres sources?
- Est-ce que le pays investit également en Chine?

Cette recherche sera également axée sur les questions politiques pertinentes suivantes:

- Quels sont mécanismes disponibles pour encourager l'apport du IDE chinois et décourager l'apport des nocifs?
- Quelles sont les politiques à proposer pour maximiser l'impact positif des IDE chinois en termes de création d'emploi, génération de forex, valeur ajoutée, emploi, formation, et transfert de technologie?
- Dans quelle mesure, les IDE chinois peuvent être dirigés vers les besoins de la population moins avantageuse ?
- Dans quelle mesure, peut-on coordonner les IDE chinois avec d'autres économies régionales?
- Comment l'IDE chinois peut-il être orienté vers l'accès préférentiel aux marchés chinois?
- Comment fait le gouvernement pour maximiser les impacts de développement d'IDE à travers les IDE chinois et autres IDE

Enfin, cette étude va tenir compte les aspects suivants :

- L'analyse de la relation entre l'IDE et la performance économique
- Les caractéristiques des IDE à Madagascar
- Les caractéristiques générales des entreprises à Madagascar
- L'analyse des incitations aux investisseurs chinois
- Les facteurs déterminants de l'investissement à Madagascar

- La potentialité de Madagascar à développer en terme d'activités à haute valeur ajoutée ?
- La concentration géographique des entreprises à Madagascar selon la théorie de l'économie géographique (Krugman et...)
- Les différents types et caractéristiques des entreprises chinoises à Madagascar
- Les différents types et caractéristiques entreprises malgaches qui opèrent en Chine
- L'IDE chinois est-il destiné à l'Etat ou aux privés
- Les impacts des investissements Chinois
- Les liens entre l'investissement, le commerce et les Aides

Basé sur les perspicacités de la recherche précédente, ce projet se concentre sur des écoulements d'investissement comme canal de clef par lequel les impacts de la Chine peuvent être transmis à une économie africaine.

2- Contexte

2-1 Généralité sur les IDE à Madagascar

Les IDE entrants à Madagascar ont connu un changement de tendance important depuis 2006. Si la sous-période de 2002 à 2005 affichait un taux moyen de croissance annuelle de 9%, la sous-période 2006-2008, par contre, présentait un taux moyen de 141%. En terme de PIB, compte tenu de l'augmentation massive des IDE depuis 2006, les flux d'IDE ont dépassé le seuil de 10%.

Au niveau régional, Madagascar s'adjuge la 10ème place en Afrique parmi les pays qui auront capté le plus d'IDE en 2007 - 4ème pour l'Afrique sub-saharienne - derrière la Tunisie. Au sein de la sous-région Afrique de l'Est et îles de l'Océan Indien, Madagascar est désormais le premier pays récipiendaire de l'IDE.

Tableau 1. Evolution du flux d'IDE de 2002 à 2008.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Flux IDE (en million \$ US)	61,11	98,15	94,94	79,84	294,3	777,36	1 120,78
IDE en % du PIB	1,4	1,7	2,2	1,7	5,3	10,5	12,9

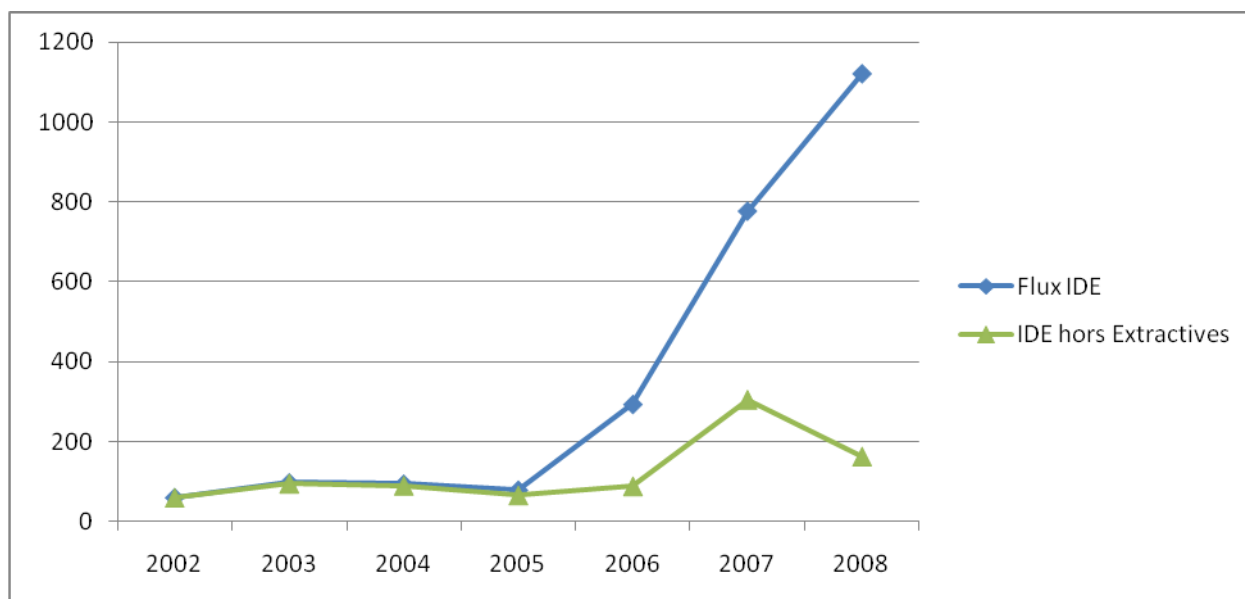
Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs.

Toutefois, cette tendance est dominée par une seule branche à savoir « les activités extractives ». En effet, l'importance des IDE de ces 3 dernières années est quasi imputée aux grands projets miniers à savoir : i) extraction de nickel et cobalt à Ambatovy par Sherritt/Koreas Ressources/Sumitomo/Snc Lavalin, ii) extraction d'ilménite (zircon, monazite) à Fort Dauphin par Qit Fer & Titane (80% Rio Tinto) Mineral Madagascar – QMM.

Hors « activités extractives », après une forte croissance en 2007, les flux d'IDE ont connu une baisse importante en 2008 de l'ordre de 53%. En terme de PIB, le flux d'IDE hors « activités

extractives » tourne autour de 2%, sauf en 2007 (4%). Ce phénomène provient de l'insuffisance de la pénétration des grandes firmes multinationales dans l'économie du pays.

Figure 1. Evolution du Flux d'IDE



Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs

L'analyse sectorielle des IDE entrants montre une particularité intéressante. La structure est différente d'une année à une autre hors « activités extractives ».

En 2006, les flux se sont concentrés quasiment sur deux branches à savoir les « activités financières » (12%) et les « activités de fabrication » (6%). Ce phénomène vient à la fois de la réforme initiée par le pays dans le secteur financier avec l'appui du fonds de Millenium Challenge Account (MCA) et l'éligibilité de Madagascar dans l'AGOA.

Tableau 2. Structure du flux d'IDE par branche d'activité.

Branche d'activité	2006	2007	2008
Activités extractives	70,14	60,83	85,52
Télécommunication	0,90	1,98	7,72
Commerce et réparation de véhicule	2,57	0,06	2,21
Activités financières	12,17	2,59	1,99
Construction et BTP	0,17	16,25	0,92
Distribution de produits pétroliers	2,89	7,47	0,85
Pêche, pisciculture, aquaculture	1,22	-1,79	0,34
Immobilier, location et services aux entreprises	0,63	0,04	0,28
Transports et auxiliaires de transport	2,98	-0,19	0,11
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	0,03	-0,33	0,08
Hôtels et restaurants	-0,05	11,74	0,06
Activités de fabrication	6,28	1,07	0,05
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,05	0,27	-0,13
TOTAL	100,00	100,00	100,00

Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs

En 2007, un apport important en capitaux est remarqué au niveau de la « construction et BTP » (16%) et les « hôtels et restaurants » (12%). L'importance de la première s'explique par deux phénomènes. Tout d'abord, il y a les investissements massifs en infrastructure engendré par les deux grands projets miniers. Ensuite, la politique mise en œuvre par le secteur public en termes de construction est très importante.

En 2008, les flux d'IDE, en dehors des « activités extractives », se sont concentrés dans le secteur de la « télécommunication ». En effet, ces IDE viennent à combler le retard de Madagascar en termes d'infrastructure. Afin d'augmenter la qualité du réseau de la télécommunication à Madagascar, le pays, avec le concours des opérateurs de la branche, s'est lancé dans la mise en place de fibre optique. De plus, la concurrence intensive dans le secteur de la téléphonie mobile et la potentialité du marché ont favorisé le flux d'IDE dans cette branche.

Ces performances ne doivent pas masquer la faiblesse du stock. Le pays figure encore très loin au classement avec 0,46% du stock de l'Afrique, sachant que ce continent abrite seulement 2,6% du stock mondial¹, malgré un rythme de croissance exponentielle en 3 ans.

Tableau 3 : Structure par branche du stock d'IDE en 2005 et en 2008.

Branches d'activité	2005		2008	
	Valeur (10 ⁶ USD)	Structure (%)	Valeur (10 ⁶ USD)	Structure (%)
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	2,70	1,00	2,63	0,08
Pêche, pisciculture, aquaculture	25,46	9,43	18,44	0,59
Activités extractives	23,51	8,71	2 287,68	73,32
Activités de fabrication	55,56	20,59	79,96	2,56
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	5,39	2,00	7,38	0,24
Construction et BTP	20,07	7,44	173,97	5,58
Commerce et réparation de véhicule	17,77	6,59	46,83	1,50
Hôtels et restaurants	0,45	0,17	101,15	3,24
Transports et auxiliaires de transport	4,69	1,74	7,55	0,24
Activités financières	47,82	17,72	121,75	3,90
Immobilier, location et services aux entreprises	14,68	5,44	20,96	0,67
Distribution de produits pétroliers	20,47	7,58	113,91	3,65
Télécommunication	28,85	10,69	137,68	4,41
Autres branches	2,45	0,91	0,00	0,00
Total	269,87	100,00	3 119,99	100,00

Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs

Les investissements massifs dans les 2 projets miniers précités ont modifiés considérablement le paysage de la présence étrangère dans l'économie de Madagascar.

Avant 2006, la branche « activités de fabrication » était la plus prisée des investisseurs étrangers. En effet, depuis la mise en place de la zone franche dans la décennie 90, l'importance des entreprises à capitaux étrangers n'a cessé d'accroître et a renforcé le tissu industriel malagasy tourné vers le marché extérieur. Le stock des IDE reçus par cette branche équivalait à 20,6% de l'ensemble

¹ Fiche de synthèse : les investissements directs étrangers à Madagascar en 2007, Mission économique-Ambassade de France à Madagascar- Nov 2008.

en 2005. Toutefois, cette place n'a cessé de dégringoler depuis et la branche ne se trouve qu'à la 7^{ème} sur 13 à la fin de 2008.

Depuis 2006, la branche des « activités extractives » a supplanté la branche des « activités de fabrication » en terme de stock d'IDE. Le stock d'IDE de cette branche est de 73,3% en 2008. Pourtant, en 2005, il n'était que de 8,7% de l'ensemble.

De plus, les autres branches ont également connu un boom plus ou moins important. Parmi les 6 branches qui présentent un stock d'IDE de plus de 100 millions USD, la branche des « activités de fabrication » n'y figure même pas.

Ce grand changement, depuis 2006, a engendré également un bouleversement au niveau de l'origine des stocks d'IDE. Le tableau suivant donne une image comparative entre la situation d'ensemble et celle sans les entreprises de la branche « activités extractives ».

Tableau 4. Structure selon les pays d'origine du stock d'IDE en 2008.

ENSEMBLE			HORS « ACTIVITES EXTRACTIVES »		
Pays	2008		Pays	2008	
	Valeur	%		Valeur	%
Royaume-Uni	1 119,31	35,88	France	170,78	20,52
Canada	542,85	17,40	Maurice, île	164,86	19,81
Japon	337,08	10,80	Italie	102,04	12,26
Corée du Sud	236,00	7,56	Japon	101,17	12,16
France	170,78	5,47	Bahreïn	88,25	10,60
Maurice, île	163,86	5,25	Etats-Unis	41,91	5,04
Bermudes	158,83	5,09	Chine	60,65	7,29
Italie	102,25	3,28	Suisse	19,66	2,36
Bahreïn	88,25	2,83	Bangladesh	15,01	1,80
Chine	60,66	1,94	Pays-Bas	10,74	1,29
Etats-Unis	41,92	1,34	Réunion	9,20	1,11
Suisse	19,66	0,63	Luxembourg	9,00	1,08
Bangladesh	15,01	0,48	Royaume-Uni	7,99	0,96
Pays-Bas	10,74	0,34	Afrique du Sud	7,74	0,93
Réunion	9,20	0,29	Suède	7,65	0,92
Luxembourg	9,00	0,29	Inde	6,06	0,73
Afrique du Sud	7,74	0,25	Belgique	4,00	0,48
Suède	7,65	0,25	Irlande	1,40	0,17
Inde	6,07	0,19	Allemagne	1,32	0,16
Autres	13,12	0,42	Autres	2,87	0,34
TOTAL	3 119,98	100,00	TOTAL	832,28	100,00

Source : BCM/INSTAT

Source : BCM/INSTAT

Du fait de l'importance des IDE de la branche « activités extractives », les 4 premiers pays investisseurs étrangers à Madagascar y ont surtout leur intérêt. Il s'agit dans l'ordre du Royaume –Uni (36%), du Canada (17%), du Japon (11%) et de la Corée du Sud (8%).

Hors « activités extractives », les principaux pays investisseurs sont dans l'ordre la France (21%), Ile Maurice (20%), l'Italie (12%), le Japon (12%), le Bahreïn (11%), les Etats-Unis (5%), la Chine (7%), la Suisse (2%) et le Bangladesh (2%).

La France et l’Ile Maurice, les partenaires traditionnels de Madagascar, ne viennent donc qu’après les investisseurs miniers. Hors « activités extractives », la France arrive en 1^{ère} position avec un poids de 21% et l’Ile Maurice en 2^{ème} position avec 20%.

La présence française est la plus diversifiée. En effet, la France est presque présente dans toutes les autres branches. Hors « activités extractives », par ordre, il ya surtout les branches « Construction et BTP » (25%), « Activités financières » (24%), « Distribution des produits pétroliers » (18%), « Télécommunication » (6%), « Activités de fabrication » (6%), « Commerce » (5%) et « Immobilier, location et services aux entreprises » (5%). De plus, ils investissent surtout dans des entreprises de type « filiale » avec 70% de l’ensemble de son stock.

Quant aux intérêts mauriciens, ils se concentrent principalement au niveau de 5 branches : la « distribution des produits pétroliers » (50%), les « activités financières » (28%), la « télécommunication » (8%), les « activités de fabrication » (6%) et le « Commerce » (5%). Et, à l’instar des français, ils préfèrent les entreprises filiales, comme forme de prise de participation, avec 77% de l’ensemble de leur stock d’IDE.

2-2 Les investissements directs étrangers en provenance de la Chine

Dans cette partie, les IDE en provenance de la Chine seront étudiés dans tous les détails. Tout d’abord, l’analyse des flux donnera la tendance de la relation d’investissement entre Madagascar et la Chine au niveau du secteur privé. Ensuite, une analyse des stocks par branche d’activités apportera un éclaircissement sur les activités de prédilection des investisseurs chinois et montrera la présence chinoise dans l’économie du pays.

Tableau 5. Evolution du flux d’IDE chinois à Madagascar de 2003 à 2008.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
IDE chinois (million USD)	-1,66	16,24	2,59	2,89	2,56	-1,85
Part chine (% total IDE)	-1,69	17,11	3,25	0,98	0,33	-0,16

Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs

Durant 2003 à 2008, le flux d’IDE reçus de la Chine s’est totalisé aux environs de 20 millions USD (cumul de la période) en tout. Après un pic record en 2004, la moyenne était de 1,6 millions USD sur les 4 dernières années (de 2005 à 2008). L’année 2008 a même connu un désinvestissement de l’ordre de -1,85 millions USD. Cette situation observée en 2008 s’explique, d’une part, par le remboursement des emprunts effectués par les entreprises chinoises à Madagascar auprès de leurs actionnaires, et d’autre part, par la faiblesse de leurs résultats d’exercice de 2007.

Ce phénomène de désinvestissement est enregistré principalement dans la branche « Activités financières ». En effet, son stock d’IDE a connu une chute de -67% entre 2007 et 2008. Il s’agit surtout de la conséquence d’un mauvais résultat d’avant 2007 qui a entraîné une diminution du capital de l’entreprise. Le tableau ci-dessous montre les intérêts chinois au niveau du secteur privé à Madagascar.

Tableau 6. Structure du stock d’IDE chinois par branche d’activité.

Branche	2007		2008	
	Valeur (10 ³ USD)	%	Valeur (10 ³ USD)	%

Agriculture	0,00	0,00	2,66	0,00
Activités extractives	0,00	0,00	8,85	0,01
Fabrication	27 079,84	43,39	27 153,54	44,76
Construction et BTP	20 188,78	32,35	18 952,36	31,24
Commerce	73,22	0,12	345,93	0,57
Transport	7,78	0,01	7,73	0,01
Banque	1 702,49	2,73	553,63	0,91
Immobilier & services aux entreprises	10,57	0,02	276,04	0,46
Télécommunication	13 349,18	21,39	13 362,71	22,03
TOTAL	62 411,85	100,00	60 663,46	100,00

Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs

Ainsi, trois branches d'activités constituent les principales bénéficiaires des IDE chinois. Il s'agit des « activités de fabrication », de la « construction et BTP » et de la « Télécommunication ».

Par rapport à l'ensemble de stock d'IDE, le poids de la Chine est de 45% dans la branche « activités de fabrication », de 14% dans la « construction et BTP » et de 13% dans la « télécommunication ». L'apport de financement engendré par les IDE chinois dans ces branches n'est donc pas négligeable.

Comparativement à la politique chinoise², mise en place par le gouvernement central, sur les IDE chinois en Afrique, ces 3 branches correspondent aux activités prioritaires. En effet, les IDE chinois en Afrique vont surtout dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des activités extractives, de la construction et des services. En effet, le gouvernement central encourage les investissements des firmes chinoises dans : i) l'industrie (avec le savoir faire des entreprises chinoises), ii) l'agriculture, iii) les ressources naturelles et iv) les infrastructures.

2-3 Politique d'attractivité et d'incitation à Madagascar

Pour attirer les investissements étrangers et favoriser l'investissement interne, Madagascar a mis en place un certain nombre de programme dont les principaux objectifs sont l'amélioration de l'image du pays et la simplification des procédures.

D'abord, en 2003, dans le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)³, les programmes pour atteindre les objectifs de l'axe stratégique n°2 : « susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale élargie » font état de l'importance des investissements directs étrangers dans le développement et la dynamisation du secteur privé.

Les principales actions ont eu trait à : (i) la mise en place d'un couloir zone franche ; (ii) l'élaboration d'une stratégie de promotion des investissements ; (iii) l'aménagement des zones industrielles dédiées ; (iv) l'appui à la création de plate-forme d'échange entre opérateurs nationaux et étrangers ; (v) la renégociation de l'utilisation du fonds de garantie pour mieux répondre aux besoins des entreprises; (vi) la mise en œuvre effective du système de fonds de portage ; (vii) la mise en place de système de financement des MPME et l'incitation pour la formalisation du secteur informel ; (viii)

² « Asian foreign direct investment in Africa : Towards a new area of cooperation among developing countries », UNCTAD/UNDP, 2007

³ Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, Mise à jour Juillet 2003.

la mise en place d'un ensemble des mesures incitatives et attractives pour la sous-traitance et le partenariat ; (ix) la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de développement de la production locale des intrants ; (xii) la promotion de la coopération décentralisée...

Les principaux impacts de ces mesures seront, entre autres, la diminution du délai de traitement des dossiers et la promotion des partenariats.

Ensuite, dans le Plan d'Action Madagascar 2007-2012 (MAP)⁴, le Conseil pour le Développement Economique de Madagascar (EDBM) a été créé en 2006 pour faciliter et promouvoir le développement des investissements privés locaux et étrangers. L'EDBM est responsable pour rendre le climat des investissements attrayant pour les entreprises privées et propice pour leur réussite. Et dans l'engagement n°6 : « Economie à forte croissance », le défi n°2 est d'accroître l'Investissement Direct Etranger (IDE).

A cet effet, la politique de promotion des IDE s'est fixé comme objectifs de : i) rendre Madagascar la destination la plus privilégiée des investissements dans l'Afrique Sub-saharienne et l'Océan Indien ; ii) avoir une croissance économique à deux chiffres en 2012 ; iii) élargir l'assiette fiscale dans le moyen et long terme ; iv) de mener la promotion des investissements étrangers dans les secteurs où la valeur ajoutée, la création d'emploi, l'intégration et les effets multiplicateurs dans les autres secteurs seront maximisés.

Ainsi, comme stratégies, il y a : i) la création d'un environnement des affaires compétitif, ii) la sécurisation des investissements et du commerce ; iii) la promotion intensive de Madagascar pour attirer des investissements ; iv) la fourniture d'infrastructures favorables aux investissements (énergie, zones industrielles, propriété foncière) ; v) l'initiation des accords internationaux pour accroître la confiance des investisseurs et l'accès aux marchés ; vi) l'élimination des distorsions dans l'économie.

Il est à rappeler que l'investissement à Madagascar est régi par plusieurs lois dont la loi n° 96-015 du 13 septembre 1996, qui énonce les garanties générales offertes aux investisseurs et la loi 2007-036 du 14 janvier 2008. Afin de sécuriser l'investissement et mettre en confiance les investisseurs, Madagascar a adhéré à l'Agence Multinationale pour la Garantie des Investissements (MIGA/AMG) et ce, en vue de protéger les investisseurs contre les risques non commerciaux. Il est aussi signataire de l'Accord portant création de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique ou l'African Trade Insurance Agency (ACA/ATI) pour couvrir notamment les risques politiques touchant les transactions commerciales et financières.

Enfin, des accords bilatéraux sur la protection et la promotion des investissements⁵ ont été ratifiés par Madagascar. Ces accords ont été conclus avec : Allemagne (1962), Suisse (1964), Norvège

Encadré 1 : Le cadre juridique des industries

1. La loi sur les investissements N° 2007-036 du 14 Janvier 2008

- Liberté d'investissement pour toute personne physique ou morale, malgache ou étrangère
- Egalité de traitement
- Liberté de transfert de dividendes, de revenus salariaux
- Accès des investisseurs étrangers à la propriété immobilière (bail emphytéotique de 99ans maximum)

2. Loi sur les Zones Franches N° 2007-037 du 14 Janvier 2008

⁴ MAP, Plan d'Action Madagascar 2007-2012, cités Madagascar National Exportation Février 2007.

⁵ World Investment Directory, Volume X, Africa, UNCTAD 2008.

- Dispositions valables jusqu'en Déc. 2010

3. Loi sur les Exportations (Projet de loi N° 027/2008 du 29 octobre 2008)

- Extension des incitations octroyées aux entreprises franches à toutes les entreprises exportatrices

(1966), Suède (1966), France (2003), Maurice (2004), Chine (2005), Belgique et Luxembourg (2005), Allemagne (2006), Afrique du Sud (2006). Autres traités qui ont été ratifiés par Madagascar : Investment agreement for the COMESA Common Investment Area (2007).

2-4 Environnement des affaires à Madagascar

Dans la politique de promotion et d'incitation des investissements étrangers à Madagascar, la mise en place d'un environnement des affaires propice a été une des priorités du Gouvernement du pays. L'environnement des affaires touche des domaines multiples allant de la procédure de création des entreprises à la stabilité macro-économique, politique.

Toutefois, compte tenu de l'objectif de comparabilité, nous utiliserons ici les résultats de l'étude menée par la banque mondiale, le « Doing Business ». Le Doing Business touche 10 domaines relatifs à l'environnement des affaires. Il s'agit de : i) la création d'entreprise ; ii) l'octroi de permis de construire ; iii) l'embauche des travailleurs ; iv) le transfert de propriété ; v) l'obtention des prêts ; vi) la protection des investisseurs ; vii) le paiement des taxes et impôts ; viii) le commerce transfrontaliers ; ix) l'exécution des contrats ; x) la fermeture des entreprises.

Tableau 7 : Evolution du classement de Madagascar dans « Doing Business »

Facilité de...	Doing Business 2009	Doing Business 2008	variation dans le classement
Doing Business	144	151	7
Création d'entreprise	58	65	7
Octroi de permis de construire	102	136	34
Embauche des travailleurs	153	157	4
Transfert de propriété	145	168	23
Obtention de prêts	172	171	-1
Protection des investisseurs	53	49	-4
Paiement des impôts	92	89	-3
Commerce transfrontalier	109	127	18
Exécution des contrats	153	153	0
Fermeture d'entreprise	181	181	0

Source : Doing Business 2009 : Country profil Madagascar, Banque Mondiale

La place de Madagascar, parmi les 181 pays étudiés par la banque mondiale, a gagné 7 places de 2008 à 2009. La place de Madagascar dans l'octroi de permis de construire, le transfert de propriété et le commerce transfrontalier a connu une énorme progression en une année. Par contre, Madagascar perd de place en terme de protection des investisseurs, le paiement des impôts et l'obtention de prêts.

L'amélioration de la procédure d'octroi de permis de construire vient tout d'abord de la diminution du délai de procédure et de la diminution des coûts. Par rapport à l'ensemble des pays de l'Afrique Sub-saharienne, le progrès réalisé par le pays est significatif.

A l'opposé, on constate une stagnation dans le domaine de la protection des investissements. L'indice de protection des investissements a connu une stagnation entre 2008 et 2009. Par rapport à

quelques pays de la sous région, le pays est loin derrière l'Île Maurice, qui se place à la 11^{ème} place, mais est devant le Kenya (88) et les Comores (126).

2-5 Madagascar : la crise financière et la crise politique

2-5-1 Contexte international

Depuis l'été 2007, l'activité dans le monde s'est reculée, en raison des conséquences du retournement immobilier américain sur les marchés financiers mondiaux à partir d'août 2007, et de la hausse des prix des matières premières - le prix du baril de pétrole a atteint un niveau record de 147 \$ le baril en juillet 2008. En un an, l'activité a ralenti dans quasiment tous les pays industrialisés ; elle s'est même contractée au 2^{ème} et au 3^{ème} trimestre en zone euro et au Japon et au 3^{ème} trimestre aux États-Unis et au Royaume-Uni. Si elle s'est globalement montrée relativement résiliente dans les pays émergents, elle a toutefois ralenti au 3^{ème} trimestre en Chine.

A partir de mi-septembre 2008, la crise financière s'est considérablement aggravée, notamment après la faillite de la banque Lehman Brothers, provoquant un durcissement des conditions d'offre de crédit et une chute des valeurs boursières. La situation de défiance généralisée pousse les institutions financières à réduire leur levier d'endettement et à restreindre le crédit aux ménages et aux entreprises.

Les conséquences de la crise financière sur l'économie réelle Mondiale sont multiples : restriction du crédit, baisse de la confiance et effets de richesse négatifs. Ainsi, les perspectives de croissance mondiale pour 2009 apparaissent très dégradées.

Dans ce contexte de grande incertitude entourant les prévisions pour l'économie mondiale, la baisse des prix du pétrole et des matières premières.

Quoiqu'il en soit, la crise financière Mondiale actuelle n'est pas seulement la préoccupation des pays développés, et des pays émergents. En effet, les pays Africains ne sont pas à l'abri des effets dévastateurs de cette crise. Alors les effets de la crise sur les économies Africaines se manifestent comme suivent :

- Une baisse des recettes d'exportation en raison de la diminution de la demande mondiale notamment celles de matières premières dont l'Afrique reste le principal fournisseur.
- la récession sur les marchés de nos partenaires traditionnels, le plus souvent occidentaux entraînerait mécaniquement aussi une baisse de la demande de biens et de services africains, par exemple dans le tourisme, l'exportation de produits halieutiques,...
- par effet d'avalanche, cette baisse des recettes d'exportation sera suivie d'une chute du revenu national, de la diminution de la capacité d'investissement, du fléchissement de la demande nationale aussi bien de la consommation publique que privée, d'une résurgence du chômage, d'une incapacité à faire face au service de la dette, plus particulièrement la dette extérieure, de l'impossibilité de réaliser les OMD, etc.

Si l'Afrique subsaharienne bénéficiait d'apports de capitaux privés de près de 55 milliards de dollars, son PIB avait progressé de 5,7% en 2006 et de 6,1% en 2007, et faisait l'objet d'une aide extérieure croissante, sous forme de nouveaux capitaux et de remises de dette. C'est alors qu'est survenue la crise financière, suivie de l'effondrement de l'économie mondiale. Une situation qui a entraîné des pressions en Afrique, avec un fléchissement des revenus du tourisme, des envois de fonds reçus de l'étranger et des recettes d'exportation. Les investissements étrangers ont vite commencé à se tarir. Les bourses africaines ont reculé ; à titre d'exemple, le Ghana et le Kenya ont dû reporter pour plus de 800 millions de dollars d'émissions d'obligations souveraines, retardant la mise en œuvre de projets de routes à péages et de gazoducs. Pour les pays exportateurs de pétrole, la baisse des prix pétroliers a soulevé le spectre d'une perte de PIB de 15% en 2009.

Les principes de l'économie de marché ont permis à 64% des Africains de bénéficier d'un niveau de croissance économique de l'ordre de 5,9 à 8,1% par an entre 1997 et 2007. La crise financière a également aggravé la situation des économies africaines plus vulnérables qui ne disposent pas de capacités suffisantes pour absorber les chocs économiques. Selon la banque Mondiale, la prévision de la croissance économique serait de 4,5% pour cette année 2009.

En matière d'échanges commerciaux, les Pays Africains continuent à perdre leurs parts de marché, si au cours des années 80, leur part dans les exportations mondiales était de 7%, en 2007 elle n'est plus que 3%.

Ces évolutions majeures sont lourdes de conséquences sur le plan humain. Du fait de l'aggravation des résultats économiques, la mortalité infantile et juvénile tend à augmenter, et les taux d'achèvement scolaire dans le primaire à baisser. Dans leur majorité, les pays africains étaient déjà en passe de ne pas pouvoir atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire (OMD), notamment celui consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. La crise actuelle ne va rendre que plus difficile la réalisation des OMD. En Afrique du Sud, ce sont environ 64 000 emplois, qui, selon les estimations, viennent d'être perdus en quelques mois seulement dans le secteur minier.

Même si c'est faiblement, Madagascar est tout de même inséré dans le système mondial bien que de façon assez contrastée. Les principaux canaux qui pourraient être identifiés sont:

- La réduction de la croissance, baisse de taux de croissance économique (PIB/Tête)
- La réduction des transactions commerciales affectant la diminution de la demande internationale, d'où la diminution de nos exportations (les matières premières et les exportations en direction des pays en crise peuvent subir des évolutions drastiques)
- La perte d'emploi au niveau des entreprises, surtout les entreprises exportatrices
- Les flux des investissements directs étrangers en direction des pays en développement risquent d'être freinés, voire en baisse ;
- Une baisse probable des réserves en devises,
- Une baisse probable des crédits à l'économie ;
- L'éventuelle baisse de l'assistance financière extérieure

2-5-2 Effets de la crise politique malgache

L'instabilité politique, économique et sociale à Madagascar tire son origine de la pratique du pouvoir d'Etat. La conception même du rôle et du fonctionnement de l'Etat n'est pas conforme aux principes et aux concepts fondamentaux que sont l'Etat de droit et la démocratie dont les éléments essentiels sont : la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la reconnaissance des droits et libertés fondamentaux aux citoyens, l'alternance au pouvoir, le pluralisme politique, le mode de désignation des dirigeants par la voie électorale et la notion de recevabilité sociale.

Après un demi-siècle d'indépendance, Madagascar n'a pas encore trouvé les formes juridiques et les pratiques politiques lui assurant la stabilité du pouvoir. La crise politique de 2009 a montré une fois encore que l'histoire du pays est constamment ponctuée par la récurrence des révoltes populaires et d'affrontements qui ont tenu lieu d'alternance. Alternance qui de par son caractère qualifié de « non démocratique » par la communauté internationale, exclue toute forme de reconnaissance de la part de celle-ci.

Le but de l'Union Africaine et de la Communauté Internationale est le rétablissement de l'ordre constitutionnel qui devrait « reposer sur les objectifs et principes suivants : un calendrier clair pour la tenue d'élections libres, loyales et transparentes, la participation de tous les acteurs politiques et sociaux du pays, la promotion d'un consensus entre les parties, le respect de la constitution nationale ».

Cette crise politique est automatiquement suivie d'une récession économique. Elle ne s'est traduite pas seulement par les fermetures des certaines entreprises, des chômages techniques, des pertes d'emploi, un effritement du pouvoir d'achat, le ralentissement des activités dans les secteurs porteurs. Le taux de croissance économique initialement prévu à 7,5% est révisé à 0,7%. En effet, le taux de pression fiscale tend à diminuer : le déficit accumulé des recettes fiscales au premier semestre 2009 a enregistré une baisse de 25% par rapport à la prévision.

La baisse de la production entraîne une hausse des prix, car l'excédent de demande par rapport à l'offre dope le niveau des prix. Les exportations malgaches accusent des baisses considérables de 63% en valeur en juin 2009 par rapport à il y a un an. Il en est de même pour le tourisme. En effet, la balance commerciale continue de se détériorer. La crise financière mondiale affecte également les demandes en vanille, produits halieutiques, et litchi, lesquels sont des produits de luxe dont les pays développés se passent momentanément. Comme conséquence le Budget initial 2009 a été revu à la baisse dans le cadre d'une politique d'austérité budgétaire.

3- Revue de la littérature

3-1 Éléments théoriques sur les IDE

Il est important de passer en revue les théories de base expliquant la formation des investissements privés et de dégager les résultats déjà découverts par d'autres chercheurs dans les pays en voie de développement notamment dans les pays africains.

Théoriquement les investissements privés sont déterminés par :

- Les facteurs réels via l'effet accélérateur de la croissance (Atalio, 1908 et Clark, 1917)
- Les facteurs financiers par l'effet du taux d'intérêt et le rationnement de crédit (Keynes, 1936)
- Les autres facteurs tels que l'instabilité politique et le risque macroéconomique.

Des études récentes (Serven et Solimano, 1992) ont remis en cause la théorie keynésienne dans la détermination des investissements privés. Ce n'est pas que le taux d'intérêt qui influe sur la décision d'investissement mais plutôt d'autres facteurs économiques. Kamgnia et Mama (2002) ont développé cette nouvelle vision et ont découvert les autres facteurs tels que l'effet de l'investissement public (effet d'entraînement et/ou effet d'éviction), les imperfections dans les marchés financiers (volatilité du taux de change), les effets de l'endettement et les effets de la politique d'ajustements macroéconomiques.

Les résultats trouvés antérieurement ont montré l'importance des facteurs économiques dans la détermination des investissements privés dans les pays en développement. Agenor et al. (2000) a mis en évidence dans une étude transversale effectuée sur des données de panel, la corrélation positive entre taux d'investissement et taux de croissance.

Quelques éléments théoriques sur les déterminants des IDE

Dunning (1993) a trouvé que le coût, le marché, la compétitivité, la concurrence et le climat d'investissement sont des facteurs qui entrent en considération dans la formation des IDE. Il a proposé une typologie de facteurs motivant un investisseur à s'implanter dans un pays à savoir « Ressources Seekers, Market Seekers, Efficiency Seekers et Strategy Asset ou Capability Seekers ». Il a développé ce cadre théorique en 1997 et a abouti à trois facteurs principaux qui attirent les IDE dans un pays : « Ownership advantages-Internalization advantages-Localization advantages » (Schneider et Frey, 1985).

Schneider et Frey (1985) ont aussi constaté que les IDE dans les pays en voie de développement est une fonction croissante du taux de croissance du PNB contrairement aux taux d'inflation, le déficit extérieur, le coût des facteurs de production et l'instabilité politique. Les résultats de l'étude de Bhattacharya et al. (1997) ont montré que la croissance du PIB, l'ouverture de

l'économie vers l'extérieur et la variabilité du taux de change réel sont des facteurs clefs qui attirent les IDE.

Romalahy et Rajamarison (2008) ont utilisé des méthodes économétriques à l'instar d'Agenor pour déterminer une fonction d'IDE pour Madagascar. Ils ont utilisés 10 variables compte tenu des littératures existantes, des résultats déjà découverts et de la spécificité de l'économie malgache. Ces variables sont : la formation brute du capital fixe (équivalent de l'investissement public, le ratio de crédit du secteur privé, le taux de change effectif réel, le ratio de service de la dette à long terme, le taux d'inflation, le PNB per capita, le taux d'intérêt bancaire, le taux de croissance du PIB et les taxes sur les commerces extérieurs.

Ils ont découvert qu'à long terme la principale variable qui explique les IDE est le ratio des investissements privés. Les autres variables qui attirent les IDE malgaches sont le taux de croissance du PIB et le degré d'ouverture de l'économie. A court terme, seul le ratio d'investissement privé qui exerce une influence positive sur les IDE. En somme, la plupart de ces auteurs ont recours aux modèles économétriques (cointégration, modèles à variables instrumentales,...)

3-2 Risques et avantages liés aux IDE

D'après Malcom Gillis, Dwight H. Perkins, Michael Roemer et Donald R. Snodgrass, dans leur ouvrage « Economie du Développement », Il existe 5 avantages à tirer de l'investissement étranger:

- **le transfert de capital des pays riches vers les pays pauvres qui inclut l'implantation des multinationales;**
- **la création d'emplois dans le pays d'accueil;**
- **le transfert de technologie;**
- **l'apport des gestionnaires;**
- **Et l'accès aux marchés mondiaux;**

Pour s'approprier le maximum possible des bénéfices escomptés des IDE, ils avancent que les gouvernements des pays en développement doivent appliquer un éventail de restrictions et d'incitations comme: les exigences fonctionnelles, critères de propriété locale, restrictions au rapatriement des profits, privilèges monopolistiques et exemptions fiscales.

L'étude sur « l'investissement direct étranger au service du développement – optimiser les avantages et minimiser les coûts » initiée par l'OCDE cadre l'impact des IDE sur l'économie en 5 points à savoir:

1. *Le commerce et l'investissement:*
2. *Les transferts de technologie*
3. *Amélioration du capital humain*
4. *La concurrence*
5. *Le développement des entreprises*

Comme conclusion à l'étude, menée par l'OCDE, le rapport dit que: « les avantages économiques de l'IDE sont indéniables, mais qu'ils ne sont pas automatiques. Pour tirer le maximum de profits, il est essentiel que les entreprises disposent des conditions propices, qui encouragent l'investissement local aussi bien que l'investissement étranger, qui incitent à l'innovation et à l'amélioration des qualifications, et qui contribuent à un climat compétitif »

Le Rapport économique sur l'Afrique 2007: « Accélérer le développement de l'Afrique par la diversification », de la Commission économique pour l'Afrique et l'Union africaine, fait allusion à la Chine et l'Inde comme des moteurs de la croissance de l'Afrique grâce au commerce et aux investissements étrangers directs.

Cependant, dans le même rapport, ils disent que des craintes se manifestent quant à l'influence grandissante de ces deux pays:

- Non respect des droits des travailleurs
- Non protection de l'environnement.
- La raison, d'après le rapport, est qu'ils subissent des pressions moindres de la part de la société civile. De plus,
- Augmentation des migrants travailleurs chinois, ce qui compromet la création de capacités.

Le rapport de l'UNCTAD et du UNDP intitulé : « Asian foreign direct investment in Africa : Towards a new area of cooperation among developing countries » fait état de la tendance des IDE chinois, de la politique chinoise en matière d'IDE, des caractéristiques des IDE chinois en Afrique et de la tendance des IDE reçus par la Chine.

Le rapport met en exergue l'évolution des IDE chinois qui se sont concentrés surtout dans les pays voisins avant de connaître une expansion extraordinaire durant les 2 dernières décennies. Bien que les IDE à destination du continent africain restent faible en valeur, en terme absolue le flux d'IDE chinois en Afrique a connu une évolution importante depuis 2004. Les IDE jouent donc un rôle important dans la coopération économique internationale de la Chine. Le rapport avance que ce phénomène est le résultat de la politique économique mise en place par le gouvernement chinois, en particulier en matière d'IDE.

Ces études de cas font ressortir les motivations des investisseurs chinois en Afrique à savoir : i) l'accès direct au marché, ii) l'augmentation de la pénétration des marchés, iii) la sécurisation des accès aux ressources naturelle⁶, iv) la réutilisation des machines usées et iv) le contournement des quotas imposés aux produits chinois.

3-3 Cadre de référence

Les perspectives économiques de Madagascar sont globalement bonnes à court et moyen termes. Misant sur des flux importants d'investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur minier et un accroissement de l'aide extérieure au développement, les autorités projettent un taux annuel moyen de croissance économique d'environ 8 pour cent sur la période 2007-11.⁷

Les investissements miniers surtout, puis la croissance économique, devraient se traduire par une hausse des importations, notamment de matériels et équipements nécessaires à l'exploitation minière. En dépit de la détérioration du compte courant extérieur qui devrait en résulter (20 pour cent du PIB) et qui devrait perdurer même avec les exportations minières (du fait de paiements de dividendes), la balance des paiements devrait demeurer excédentaire (avec des réserves officielles brutes estimées à 3,9 mois d'importations vers 2010, celles des projets miniers non comprises) du fait des flux importants d'IDE. Une telle performance est censée permettre d'atteindre (sur cette période)

⁶ Voir Rapport GRAIN

⁷ Selon le FMI, le taux annuel de croissance économique devrait être d'environ 5,6 pour cent en 2007 et 2008, en hausse par rapport au taux de 4,7 pour cent enregistré en 2006. Le volume des exportations devrait passer de 3,8 pour cent en 2006 à 4,1 pour cent en 2007 et 5,2 pour cent en 2008.

les objectifs du MAP dont les autorités, en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, ont estimé les coûts cumulatifs (des projets en matière de gouvernance, de santé, d'éducation, entre autres,) à 11,6 milliards de dollars des E.U.; le plan de financement est toutefois loin d'être bouclé.⁸

C'est dans ce contexte, l'étude devra mettre en exergue, l'apparition du syndrome Chinois au sein de l'économie et une forte appréciation de l'Ariary du fait des flux d'IDE qui pourraient entraver la performance à l'exportation des produits traditionnels.

4- Méthodologie et cadre théorique

La présente recherche vient en complément de celle réalisée auparavant qui visera à approfondir les informations requises pour une meilleure connaissance des impacts réels des IDE Chinois sur l'économie nationale.

En dépit des objectifs sus-cités, il s'avère indispensable de disposer beaucoup d'informations. C'est dans ce cadre qu'on devra utiliser les bases de données disponibles. Ainsi, il sera incontournable de contacter les entités censées de disposer des informations relatives aux IDE. Une enquête légère auprès des entreprises d'IDE sera également à faire.

Cette recherche ramène donc aux préceptes et paradigmes de l'approche participative, privilégiant l'implication, l'appropriation et l'habilitation (empowerment) des différentes catégories de personnes-clé concernées, incluant les décideurs et les parties prenantes. La démarche accordera une importance particulière à la perception et aux recommandations de la part des personnes-clé, des parties prenantes dans une perspective d'amélioration et de réajustement à apporter dans la mise en œuvre de la Politique Gouvernementale dans ses phases actuelle et future.

La recherche compte ainsi faire ressortir les appréciations qualitatives des personnes-clé, décideurs, parties prenantes étayées par des données quantitatives et des indicateurs qualitatifs, ou argumentées par des cas de réussite (success stories), par des cas de bonnes pratiques (good practices) ou paradoxalement des cas de défaillance et de faiblesse à différents niveaux.

Données de base : données sur les investissements directs étrangers, données sur la balance de paiement, données sur les échanges au niveau le plus détaillé de 1995 à 2008, données macro-économiques, données sur les aides publiques sur le développement, etc ;.

Collecte et interview : Cette phase visera principalement à collecter les informations qualitatives. Elle concernera les interviews des personnes-clé et la collecte de données et des informations auprès des entités concernées comme le Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Ambassade de Chine ; le Groupement des Entreprises, etc. Cette phase pourra inclure la collecte des données quantitatives disponibles auprès de ces entités.

Les outils comprendront des guides d'entretien qui serviront à la conduite des sessions d'interviews réalisés systématiquement pour les différentes catégories des groupes-cible.

Les entretiens collectifs (focus group) seront menés sous forme d'entretiens semi-directifs dont les thèmes seront prédéfinis et le contenu répondant aux soucis de compréhension par les parties prenantes et d'obtention d'informations fiables et exploitables.

⁸ FMI (2007c).

Itinéraire méthodologique : la méthodologie à utiliser suit la logique suivante :

- Identification des besoins en informations
- Conception méthodologique incluant la conception des outils de collecte
- Collecte des données de base
- Recherche documentaire sur le thème
- Enquête légère
- Exploitation et analyse des données de base, données et informations collectées en utilisant les techniques statistiques avancées (analyse descriptive, analyse multidimensionnelle des données, économétrie).
- Analyse des indicateurs : Structure des échanges, Balance Commerciale, Termes de l'échanges, Taux de changes effectifs, Investissements Directs Etrangers, Investissements de Portefeuilles, PIB, PNB, BoP, etc.
- Analyse des impacts des échanges entre Chine et Madagascar
- Analyse des informations
- Analyse des politiques
- Utilisation des documentations pour les orientations de l'analyse.
- Rédaction du rapport.

Traitement et analyse des données primaires et secondaires et des littératures

Cette phase sera consacrée aux exploitations des bases données existantes, saisies, vérification, analyse des données et à la compilation des littératures. Le dépouillement et le traitement des données se feront au fur et à mesure de leur disponibilité de façon à respecter le délai imparti à l'étude. Plus précisément, cette phase est basée essentiellement sur :

- vérification et validation des données collectées auprès des entités concernées
- Re-exploitation des bases données existantes pour le besoin de l'étude
- les éditions des tableaux et graphiques permettant d'appréhender les données quantitatives et qualitatives
- l'utilisation des outils statistiques avancés (analyse multidimensionnelle, analyse économétrique, etc.).
- la compilation des littératures

A l'issue de cette phase, l'étude résultera à la caractérisation quantitative et qualitative des impacts de la relation d'investissements entre Chine et Madagascar.

Résultats attendus

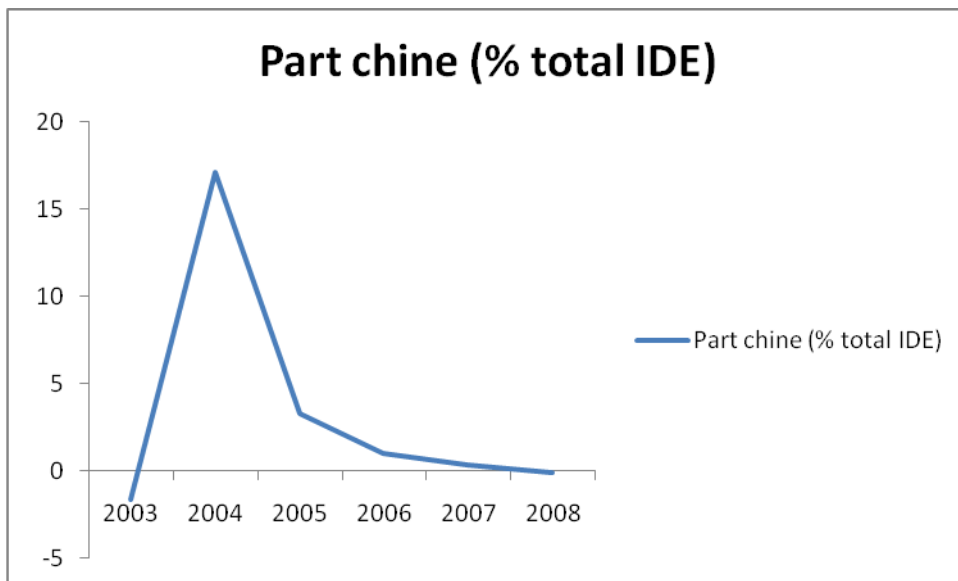
- Compte tenu des objectifs spécifiques et de la méthodologie utilisée, les résultats attendus de cette proposition d'étude seront un rapport de recherche en version électronique incluant tous les objectifs sus-cités et des fichiers de bases de données utilisées et collectées pendant la phase de recherche.

5- Analyse empirique

5-1 Impacts des IDE chinois au niveau macro-économie à travers un MEGC

Le flux de l'investissement Chinois a représenté 17,11% du total des IDE en 2004. En, 2008 il représente -1,16%.

Figure 2 : Evolution de la part des flux des IDE chinois



Source : Calcul des auteurs

Cette fluctuation des IDE Chinois à Madagascar contribue à la fluctuation de l'Economie malgache. Ces IDE chinois concernent sur tout les branche de Fabrication, de construction BTP et la Télécommunication. **De 2007 à 2008**, la branche Fabrication la branche télécommunication a augmenté respectivement de + 1,37 points et 0,64 points tandis que celle de la construction de BTP a baissé de -1,11 points (Cf. tableau N°-7 auparavant). Compte tenu de l'importance de ces branches dans les IDE Chinois, quels sont les effets s de ces différents changements sur la croissance économiques et les autres agrégats. Les réponses à cette question nous renvoient à l'application de MEGC.

Si nos hypothèses sont vraies, l'impact des chocs de ces trois branches susmentionnées sur l'Economie malgache sont :

a) Hausse de 1,37 points des IDE de la fabrication venant de Chine

Une hausse des IDE de la fabrication de l'ordre de 1,37pints en provenance de la Chine a pour conséquence :

- Une augmentation de l'ordre de 0.036 point du niveau du PIB
- Une augmentation du niveau de consommation intermédiaire de l'ordre de 0,16point qui peut entraîner une augmentation dans la construction de l'ordre de 0,06point.

b) Baisse de 1,11points des IDE de la construction BTP venant de Chine

Si une hypothèse de baisse des IDE des BTP de l'ordre de 1,11points en provenance de la Chine se réalise. Il y a une tendance à une baisse généralisée et donc à une contraction de la demande intérieure, soit :

- Une Baisse du PIB de l'ordre de 0,023point
- Une baisse des consommations de l'ordre 0,024point
- Une baisse des demandes en biens intermédiaire de l'ordre de 0,14point.

c)Hausse de 0,64 point de la Télécommunication venant de la Chine

Dans le cas où l'hypothèse d'une hausse de 0,64point des IDE chinois dans la branche de télécommunication est vérifiée. Le PIB va croître de +0,0014point et la production de service au niveau national va augmenter de 0,34point.

Il importe de mentionner que :

- Les impacts d'autres investissements Chinois dans les autres domaines ne sont pas très significatifs pour l'Economie malgaches.
- Même minime, l'IDE venant de chine dans la production et la construction BTP produits des impacts significatifs pour l'économie malgache.
- Les résultats ci-dessus ne sont pas systématiquement symétrique et que le réciproque n n'est pas forcément l'inverse des chiffres indiqués.

5-2 Spécification des IDE chinois dans l'économie

A Madagascar, rares sont les études qui traitent de l'impact des IDE dans l'économie, ils sont quasiment inexistantes lorsqu'on parle spécifiquement des IDE chinois. Toutefois, les théories sur l'impact possible des IDE sont nombreuses et peuvent être utilisées pour appréhender le sujet.

D'une part, plusieurs littératures⁹ cadrent l'impact des IDE sur l'économie réceptrice sur quelques points à savoir : i) Le commerce et l'investissement ; ii) les transferts de technologie ; iii) l'amélioration du capital humain ; iv) la concurrence et v) le développement des entreprises.

D'autre part, le PNUD et l'UNCTAD¹⁰ avancent que les motivations des investisseurs chinois en Afrique à savoir : i) l'accès direct au marché, ii) l'augmentation de la pénétration des marchés, iii) la sécurisation des accès aux ressources naturelles, iv) la réutilisation des machines usées et iv) le contournement des quotas imposés aux produits chinois.

⁹ Malcom Gillis, Dwight H. Perkins, Michael Roemer et Donald R. Snodgrass, dans leur ouvrage « Economie du Développement », 2^{ème} édition

OCDE, « l'investissement direct étranger au service du développement – optimiser les avantages et minimiser les coûts »

¹⁰ « Asian foreign direct investment in Africa : Towards a new area of cooperation among developing countries », UNCTAD/UNDP, 2007

L'objectif de cette partie est donc de cerner tout d'abord la spécificité des entreprises d'IDE chinois à Madagascar afin d'en sortir le profil de leur motivation et les impacts éventuels au niveau de l'économie à savoir le commerce, l'emploi, la relation inter-entreprise.

5-2-1 Caractéristique des entreprises d'investissement direct chinois

Il est important de faire ressortir, dans le cadre de l'étude, les différentes caractéristiques qui peuvent éclairer non seulement la compréhension de la motivation des investisseurs chinois mais également des potentiels impacts, positifs et négatifs, de ces investissements dans l'économie. Une des questions importantes est l'appartenance des entreprises d'investissement chinois à des groupes multinationales. En effet, la pénétration de ces derniers dans l'environnement économique du pays est une des conditions qui favorisent le transfert de technologie. Ensuite, il y a la question du type d'investissement choisi par les investisseurs. L'analyse au niveau de ce point permet de mettre en lumière le comportement des investisseurs chinois pour l'exploitation des entreprises. La question est de savoir s'il y a une collaboration avec des investisseurs locaux ou non.

La répartition des entreprises par branche d'activité montre une des spécificités des investissements chinois à Madagascar. En effet, contrairement à la répartition du stock d'IDE, la branche « Commerce » regroupe 65% des entreprises d'IDE chinois. Ce phénomène montre l'existence de nombreux petits investisseurs dans ce secteur et qui par la suite favorise la migration des chinois à Madagascar et l'inondation des produits chinois. Le faible pourcentage d'appartenance à un groupe multinational de cette branche vient à le confirmer.

Tableau 8. Nombre d'entreprise à capitaux chinois à Madagascar.

Branche	Effectif	% appartenant à un groupe
Agriculture	1	100,0
Activités extractives	1	100,0
Fabrication	13	61,5
Construction et BTP	4	25,0
Commerce	51	9,8
Transport	2	0,0
Banque	1	100,0
Immobilier & services aux entreprises	4	0,0
Télécommunication	1	100,0
TOTAL	78	23,1

Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs

Après la branche « commerce », celle des « activités de fabrication » arrive en 2nde position en termes d'effectif. 17% des entreprises à capitaux chinois y exercent leurs activités. Pourtant, elles génèrent 45% du stock d'IDE chinois dans l'économie malagasy. Autrement dit, des grands investissements ont été effectués au niveau de cette branche. Il y a surtout le secteur de l'industrie textile (textile et habillement) et de l'industrie alimentaire (production de sucre). Si 9 entreprises sur 13 exercent dans le textile représentant 68% du stock d'IDE de la branche ; seule une entreprise exerce dans l'industrie alimentaire avec 32% du stock d'IDE.

L'analyse selon le régime fiscal montre la particularité des investissements dans le secteur du textile. En effet, les entreprises y exerçant bénéficient toutes du régime de la zone franche. Ce qui n'est pas le cas des autres industries. Le régime de la zone franche a été donc un élément important dans la motivation des investisseurs chinois, vu le poids de ce secteur à la fois en terme d'effectif et d'IDE.

En terme de la taille des investissements chinois, la branche de la télécommunication reste la plus importante en terme de moyenne de stock d'IDE avec 14 millions USD. Il y a ensuite l'investissement dans la branche de la « construction et BTP » où une entreprise reçoit en moyenne 4 millions USD de stock d'IDE. Et les entreprises de la branche « activités de fabrication » ne viennent qu'en 3^{ème} position avec 2 million USD de moyenne de stock d'IDE. Les places occupées par les deux premières branches s'expliquent surtout par l'existence d'entreprises d'IDE de grande taille. Le tableau 8 montre en effet une faible importance de ces branches en terme d'effectif.

Tableau 9. Structure des entreprises à capitaux chinois et du stock d'IDE chinois selon le type d'investissement.

Branche		Apparentée¹¹	Filiale¹²	Succursale¹³	TOTAL
Agriculture	Effectif en %	0,0	100,0	0,0	100,0
	Stock IDE en %	0,0	100,0	0,0	100,0
Activités extractives	Effectif en %	0,0	100,0	0,0	100,0
	Stock IDE en %	0,0	100,0	0,0	100,0
Fabrication	Effectif en %	7,7	76,9	15,4	100,0
	Stock IDE en %	0,0	97,1	2,9	100,0
Construction et BTP	Effectif en %	25,0	50,0	25,0	100,0
	Stock IDE en %	0,0	13,6	86,4	100,0
Commerce	Effectif en %	16,7	31,3	52,1	100,0
	Stock IDE en %	25,7	16,4	57,9	100,0
Transport	Effectif en %	0,0	100,0	0,0	100,0
	Stock IDE en %	0,0	100,0	0,0	100,0
Banque	Effectif en %	0,0	100,0	0,0	100,0
	Stock IDE en %	0,0	100,0	0,0	100,0
Immobilier & services aux entreprises	Effectif en %	50,0	25,0	25,0	100,0
	Stock IDE en %	97,3	0,8	1,9	100,0
Télécommunication	Effectif en %	0,0	100,0	0,0	100,0
	Stock IDE en %	0,0	100,0	0,0	100,0
TOTAL	Effectif en %	16	45	39	100
	Stock IDE en %	0,6	70,8	28,6	100,0

Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs

Pour terminer l'analyse sur les caractéristiques des entreprises d'IDE chinois, la composition des actions de chaque entreprise mérite d'être décortiquée. Il y a tout d'abord l'analyse du type d'investissement choisi par les investisseurs chinois et ensuite la mise en lumière de leur collaboration avec les investisseurs locaux.

¹¹ Apparentée : société où le principal actionnaire non résident détient entre 10% à moins de 50% des actions.

¹² Filiale : société où le principal actionnaire non résident détient entre 50% et moins de 100% des actions.

¹³ Succursale : société dont la totalité des actions est détenue par un seul actionnaire non résident.

Il est à remarquer que la notion de type d'investissement fait appel à la notion d'entreprise d'IDE définie selon le manuel de la balance de paiement du FMI. La nature de l'entreprise d'IDE est donc déterminée par la part de l'action détenu par le principal actionnaire non résident.

Ainsi, à la lecture du tableau 9, il ressort l'importance des entreprises de type filial, où le principal actionnaire non résident détient entre 50% à moins de 100% des actions, comme prédilection des investisseurs chinois. Bien en terme d'effectif qu'en terme de stock d'IDE. Une autre lecture peut être faite de ces statistiques. En effet, nous pouvons avancer que la majorité des investissements chinois se fasse en joint-venture. Les investisseurs chinois optent donc au partage des risques et des gains engendrés par leur investissement. La question qui se pose directement est l'intégration des investisseurs locaux dans ces entreprises.

Toutefois, l'on remarque une faible intégration des locaux dans la réalisation de ces investissements. En effet, seulement 35% des entreprises d'IDE chinois enregistre une participation des locaux. Ce chiffre représente presque la moitié des entreprises autres que les succursales. De plus, les investissements chinois dans ces entreprises, où il y a une participation des locaux, ne représentent que 30% du stock d'IDE chinois. Les locaux sont donc rarement inclus dans les grands investissements chinois.

La situation s'aggrave lorsque l'on examine la branche des « Activités de Fabrication ». En effet, seulement 23% des industries, où il y a des capitaux chinois, présente une participation des locaux. Et d'autant plus que le stock d'IDE chinois dans ces industries représente à peine 3% de l'ensemble du stock de la branche. Il y a donc un phénomène d'exclusion des locaux au niveau de cette branche.

De plus, le grand des investissements dans le secteur de la « Construction et BTP » est réalisé par une seule entreprise de type succursale, totalement possédée par un seul investisseur non résident. Comment donc les investisseurs locaux peuvent apprendre du savoir faire chinois dans ce domaine ?

Le transfert de technologie est donc légèrement compromis au vu de ce phénomène d'exclusion des investisseurs locaux. Quoique ce transfert peut se faire directement au niveau des travailleurs locaux par l'intermédiaire des formations.

5-2-2 Le circuit de commercialisation des entreprises d'IDE chinois

Plusieurs raisons expliquent l'engagement des pays dans le commerce international. Particulièrement les exportations, ont pour corollaire un afflux de devises contribuant au financement des importations. Elles permettent aussi d'obtenir des économies de spécialisation et des économies d'échelle. A ce sujet, les IDE en général et ceux des chinois en particulier peuvent être d'une grande utilité pour le pays dans l'accès des marchés mondiaux.

Tableau 10. Structure de la clientèle des entreprises à capitaux chinois en 2007.

Branche	Exportation		Vente local	TOTAL
	Chine	Autres		
Fabrication	0,4	80,0	19,6	100,0
Construction et BTP	-	-	100,0	100,0
Commerce	-	-	100,0	100,0
Télécommunication	-	5,0	95,0	100,0
Ensemble	0,2	33,5	66,3	100,0

Source : BCM/INSTAT, calcul des auteurs.

Au niveau global, la clientèle des entreprises à capitaux chinois est majoritairement le marché local, sauf pour les « activités de fabrication ». En effet, l'objectif des IDE chinois est différent selon la branche d'activité en question. Les investissements dans la « construction et BTP » et la « Télécommunication » visent surtout la potentialité du marché local compte tenu du retard du pays dans ces domaines. Tandis que les investissements dans le secteur secondaire visent principalement les marchés mondiaux.

La mise en place de la zone franche à Madagascar a contribué largement aux changements de structure des exportations de Madagascar. Les exportations des entreprises franches représentent actuellement plus de 50% de l'ensemble.

De plus, avec la coopération internationale économique de Madagascar, beaucoup de marchés s'ouvrent aux exportateurs du pays. Il y a dernièrement l'éligibilité de Madagascar à l'AGOA. Le quota européen de Madagascar dans certains produits.

Les exportations des industries à capitaux chinois vont surtout vers le marché américain à travers l'AGOA, avec 67% de la clientèle des industries manufacturières. Ce chiffre montre une importance des investissements chinois dans les industries textiles du pays. Ensuite, il y le marché européen avec 11%. L'analyse de ces statistiques montre donc que seuls les marchés américains et européens intéressent les chinois en investissant à Madagascar. L'ouverture de Madagascar vers le marché régional comme la COI, la COMESA et la SADC n'attire pas encore les investisseurs chinois. Les IDE chinois n'ouvrent donc pas jusqu'à maintenant l'accès aux gigantesques marchés chinois.

5-2-3 L'IDE chinois et les relations interentreprises.

Selon S. Ibi Ajayi¹⁴, l'impact des IDE sur l'économie nationale dépend de la diffusion des meilleures pratiques dans l'ensemble de l'économie locale. Cette diffusion s'effectue par :

- Les liaisons en amont avec les fournisseurs locaux (localisation des sources d'approvisionnement) ;
- Les liaisons en aval avec les producteurs et distributeurs locaux ;
- Les liaisons horizontales avec les concurrents locaux ;
- Et les liaisons avec les institutions locales.

¹⁴ L'IDE et le développement économique en Afrique, S. Ibi Ajayi, Département d'économie, Univeristy of Ibadan, Nigeria.

Tableau 11. Structure des achats en intrants et services externes des entreprises chinoises

Branche	Importation		Marché local	TOTAL
	Maison mère	Autres		
Fabrication	49,3	3,4	47,3	100,0
Construction et BTP	49,0	0,0	51,0	100,0
Commerce	0,0	95,7	4,3	100,0
Télécommunication	45,0	0,0	55,0	100,0
Ensemble	46,7	1,7	51,7	100,0

Source : BCM/INSTAT, Calcul des auteurs

Dans la présente étude, nous nous limiterons sur la liaison avec les fournisseurs. Le tableau ci-dessus donne un aperçu de la localisation des sources d’approvisionnement des entreprises à capitaux chinois.

Dans l’ensemble, la majorité des achats en intrants et services se fait au niveau du marché local. Il y a ensuite un important approvisionnement des maisons mères étrangères.

Seule la branche commerce affiche un taux élevé des importations avec 96% des achats en intrants. L’objectif des investisseurs dans ce secteur est donc la pénétration du marché local des produits importés et créera donc une concurrence avec les entreprises locales.

L’achat au niveau du marché local est plus important dans les branches « Construction et BTP » (51%) et « télécommunication » (55%). Et les entreprises des « activités de fabrication », quant à elles, s’approvisionnent plus souvent auprès des maisons mères.

5-2-4 L’emploi dans les entreprises d’IDE chinois

Pour finir l’analyse sur les IDE chinois à Madagascar, il sera question de l’emploi créée. Ici, l’analyse reste sur les emplois permanents (i.e. à plus de un an). Les entreprises chinoises ont employé 6 041 individus en 2006. Ce chiffre donne un poids de 10,7% par rapport à l’ensemble de la main d’œuvre employée par les entreprises d’IDE en 2006. Plus de 90% de ces emplois sont issus des filiales, ce niveau peut être expliqué par le nombre élevé des entreprises chinoises à se former selon ce type.

Tableau 12. Effectif du personnel permanent employé en 2006.

Type d'entreprise	Personnel permanent 2006		
	Entreprises chinoises (Effectif)	Ensemble IDE (Effectif)	Part Chine (%)
Entreprise affiliée	73	11 772	0,6
Filiale	5 555	37 167	14,9
Succursale	413	7 697	5,4
Total	6 041	56 636	10,7

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

De plus, en termes de moyenne, une filiale est plus pourvoyeur d’emploi que les autres. En effet, 309 emplois permanents sont l’œuvre d’une filiale contre 69 pour les succursales et 9 pour les entreprises affiliées. Une autre lecture de ces chiffres donne une estimation de la taille des entreprises à capitaux chinois. En effet, au vu du nombre d’emploi, les filiales sont plutôt des grandes entreprises, les succursales de moyenne entreprise et les entreprises affiliées de petite entreprise.

Tableau 13 : Répartition de l'emploi permanent par branche d'activité en 2006.

Branche d'activités	permanent 2006	%
Activités de fabrication	3 627	60,04
Construction et BTP	4	0,07
Commerce	56	0,93
Transports	6	0,10
Activités financières	52	0,86
Immobilier, location, services aux entreprises	26	0,43
Télécommunication	2 278	37,71
Total	6 041	

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

L'analyse par branche des emplois donne une autre idée des IDE. En effet, si les IDE sont évaluées en terme de capitaux, les branches « télécommunication » et « activités financières » se distinguent. Par contre, si on les évalue en termes d'emploi, ce sont les entreprises de la branche d'« activités de fabrication » qui sont les plus dynamiques avec un emploi qui représente 60% de l'ensemble des entreprises chinoises. Vient ensuite la branche « télécommunication » avec 38% de l'ensemble.

6- Conclusion et recommandation de politique économique

L'image de l'économie de Madagascar a connu un changement important depuis la mise en place des différents politiques d'incitation et de promotion des investissements. Dans les années 90, la mise en place du régime de la zone franche a permis de renforcer le tissu industriel malagasy tourné vers le marché extérieur. Ce régime a été surtout bénéfique au secteur du textile et de l'habillement. Il y a eu également vers la fin des années 90 une vaste campagne de privatisation. Ce qui a contribué à la pénétration des étrangers dans l'économie. Et depuis 2006, d'importants investissements dans le secteur des mines ont boosté le dynamisme de l'économie.

En effet, depuis la mise en place de l'EDBM, institution assurant la mission de rendre le climat des affaires attractif et propice aux investissements à Madagascar, une forte promotion de l'image du pays comme propice aux investissements a été menée. Six secteurs, identifiés comme prioritaires, ont été particulièrement visés dans leurs activités: le tourisme, l'agrobusiness, l'industrie légère exportatrice, les technologies de l'information et de la communication, l'infrastructure et les mines.

L'attraction des investisseurs chinois n'est pas en reste. La signature d'un accord bilatéral de promotion et de protection entre Madagascar et Chine accompagnée d'une visite des investisseurs locaux en Chine en est l'image forte. Toutefois, jusqu'à la fin 2008, les IDE en provenance de la Chine restent moins importantes par rapport à ceux des autres pays partenaires de Madagascar. La Chine est le 10^{ème} pays porteur d'IDE, en 2008, avec un stock évalué à 1,9% du total. Hors les « activités extractives », la Chine se trouve à la 7^{ème} place avec un poids de son stock d'IDE de 7,3%.

Les IDE chinois se tournent surtout vers 3 branches à savoir : les activités de fabrication, la construction et BTP et la télécommunication. Ces 3 branches représentent 98% du stock des IDE chinois à Madagascar.

Au niveau des « activités de fabrication », 2 sous-secteurs sont les plus touchés à savoir l'industrie du sucre et l'industrie du textile et de l'habillement. Si l'industrie du sucre provient de la privatisation d'une unité de production, l'industrie du textile et de l'habillement représente de nouveaux projets dans le cadre du régime de zone franche et attire plus en nombre les investisseurs chinois.

Au niveau des 2 autres branches, l'importance de la branche « construction et BTP » vient d'un fort investissement dans une entreprise qui entreprend la réalisation des aides reçues par l'Etat dans le cadre de l'infrastructure, comme la construction d'un hôtel de 5 étoiles et de l'ensemble des infrastructures prévus pour le sommet de l'Union Africaine qui devait se tenir à Madagascar au mois de juillet 2009.. Quant à la branche « télécommunication », les investissements sont issus de l'achat d'une entreprise publique de télécommunication par une entreprise basée à Hong Kong.

La principale motivation des investisseurs chinois reste jusqu'à maintenant l'accès aux marchés. La branche des « Activités de fabrication » vise particulièrement le marché extérieur représenté par 2 destinations l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique. 80% de l'ensemble de la production de ces entreprises sont tournées vers le marché extérieur. En effet, les investisseurs

chinois profitent des agréments obtenus par Madagascar à la fois avec l'Europe et les Etats-Unis. La potentialité du marché européen provient de l'accord de partenariat entre l'Europe et les pays AFOA. Et celle du marché américain provient de l'accord de partenariat créé par l'adhésion de Madagascar dans le programme d'AGOA.

Les investisseurs chinois des autres branches visent essentiellement le marché local. En effet, vu le retard de Madagascar dans le domaine de l'infrastructure, d'énormes potentiels y existent.

La question principale de ce papier est donc l'impact de ces investissements dans l'économie du pays.

Le premier impact est tout d'abord l'exploitation des richesses et potentielles de Madagascar qui créent nécessairement de la valeur ajoutée. Même minime, l'IDE venant de Chine dans la production et la construction BTP produits des impacts significatifs pour l'économie malgache.

Il y a ensuite la création d'emploi engendrée par ces investissements. Le poids de la Chine dans la création des emplois est très significatif en comparaison des investissements provenant d'autres pays partenaires. En effet, les emplois créés par les investisseurs chinois représentent 10,7% des emplois créés par l'ensemble des IDE à Madagascar. Ainsi, 1,9% de stock d'IDE a pu apporter 10,7% d'emploi. Cette importance est surtout palpable dans la branche « activités de fabrication » et « Télécommunication ».

De plus, ces investissements soutiennent les activités des entreprises établies à Madagascar. En effet, 51% des achats en intrants et services externes sont effectués au niveau du marché local. Cette forte relation avec les autres entreprises exerçant à Madagascar est donc un aspect important des investissements chinois à Madagascar en créant indirectement de la valeur ajoutée. Ainsi, le secteur privé à Madagascar mérite d'être renforcé pour pouvoir satisfaire les demandes potentielles issues des différents investissements.

Toutefois, un des points négatifs des IDE chinois est le phénomène relatif d'exclusion des investisseurs locaux dans l'exploitation des projets d'investissement. Ce phénomène est criard dans la branche des « activités de fabrication » et de la « construction et BTP ». Le phénomène d'exclusion est surtout visible dans les grands investissements chinois. A titre d'illustration, seulement 23% des industries manufacturières, à capitaux chinois, enregistrent une participation des investisseurs locaux ; et ces industries ne représentent que 3% du stock des IDE chinois. Les investisseurs chinois choisissent plutôt d'investir dans des joint-ventures avec des investisseurs étrangers s'ils n'optent pas d'investir seul.

Ainsi, dans le but de maximiser les gains issus des IDE chinois et d'en minimiser les pertes, Madagascar doit mettre en place un ensemble de politique qui tient compte non seulement des besoins en matière de développement du pays mais également des politiques et besoins des chinois en matière d'investissement.

Par conséquent, compte tenu de l'analyse approfondie des impacts des IDE chinois dans l'économie malagasy, nous tenons les recommandations suivantes :

- Renforcer les campagnes d'investissement aussi bien auprès du secteur privé chinois que du secteur public. Et ceci en mettant en relation les secteurs potentiels du pays avec les besoins des investisseurs chinois ;

- Et à contre partie mettre en place un système d'information qui permettrait aux investisseurs locaux de connaître les besoins des potentiels investisseurs chinois. Ce qui peut se faire par la mise en place d'une plateforme de relation économique Madagascar- Chine ;
- De plus, compte tenu de la spécificité des IDE chinois, le gouvernement malagasy peut dialoguer directement avec le gouvernement chinois de leurs besoins en matière d'exploitation des richesses naturelles du pays, surtout minière et agricole. Et mettre en place un système de coopération qui assurera les impacts positifs au développement de l'économie du pays, ne serait-ce que dans le domaine de l'infrastructure ;
- Mettre en place un mécanisme qui assurera la participation des investisseurs locaux dans les futurs projets d'investissement chinois, à l'instar d'autres pays d'Afrique. Ce qui favorisera en contre partie les transferts de technologie ;
- Renforcer la capacité des entreprises locales à mieux répondre les besoins des investisseurs étrangers, en particulier chinois, en matière de service externe afin de pouvoir profiter des effets indirects de l'implantation des leurs investissements ;
- Ouvrir d'autre possibilité de débouchés pour le pays à travers le renforcement de l'intégration régionale déjà en cours ;
- D'assurer une bonne gouvernance qui assure notre marché auprès des grands pays occidentaux comme les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Européenne ;

BIBLIOGRAPHIE

- Raphael Kaplinsky, Mike Morris : « Chinese FDI in Sub Saharan Africa: Engaging with large dragons”, to be published in European Journal of Development Research, Vol. 21 No. 4.
- Alex, Andreea, Zhuo, (2006), Relation Chine-Afrique : enjeux énergétiques - Publié dans : Actions chinoises, 3 décembre 2006.
- Agénor P. Richard, Diwan I. et Al-Kibbi J. (2000) –« Private capital flows to MENA: issues and evidence”. World Bank Institute, Washington D.C. : draft 2.-30p
- Bertil Ohlin, *Interregional and International Trade*, Harvard University Press, Cambridge, 1933.
- *Bhattacharya, A. Montiel, P. J. et Sharma, S. (1997). « External Finance for Low-Income Countries : Capital Flows to Sub-Saharan Africa, an Overview of Trends and Determinants ».* IMF Institute, IMF.-p207-232.
- Chaponnière J. (2006). Les échanges entre la Chine et l’Afrique : Situation actuelle, perspectives et sources pour l’analyse, SATECO N°- 100, Paris, France 2006.
- Dorosh, Paul,(1994). “Macroeconomic Adjustment and the poor in Madagascar: a CGE analysis”.CFNPP, Cornell University-Ithaca, NY.
- Dorosh “Growth Linkages, Price Effects and Income Distribution in Sub-Saharan Africa,” 2003. *Journal of African Economies* 12(2):2-7-235.
- Dervis, De melo, Robinson, General Equilibrium Model for Development Policy, Cambridge University Press 1982
- Emma Mawdsley (2007), China and Africa: Emerging Challenges to the Geographies of Power, *Department of Geography, Cambridge University*
- Harris, J. (2005). Emerging third world powers: China, India and Brazil. *Race and Class* 46 (3), pp. 7–27
- Kamgnia, B. D. et Mama, T. (2002). « Le comportement d’investissement privé au Caméroun : un resserement de la contrainte financière ? » -32p.
- Keynes J. M. (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money* » MacMillan, Londres, 1936.

- Eisenman, J., and Kurlantzick, J. (2006). China's Africa strategy. *Current History* May, pp. 219–224.
- Malcom Gillis, Dwight H. Perkins, Michael Roemer et Donald R. Snodgrass, dans leur ouvrage « *Economie du Développement* »,
- Organisation for Economic Cooperation and Development. (2006). *The rise of India and China: what's in it for Africa?* Paris: OECD.
- *Rapport économique sur l'Afrique (2007): « Accélérer le développement de l'Afrique par la diversification ».*
- UNCTAD et du UNDP intitulé : « *Asian foreign direct investment in Africa : Towards a new area of cooperation among developing countries*
- Wim Naudé, Riaan Rossouw, (2008), "South African quotas on textile imports from China: A policy error?", *Journal of Policy Modeling*, Volume 30, Issue 5, September-October 2008, Pages 737-750.
- You Yang, (2006), *Commerce entre Chine et Afrique*, 26 Mars 2006.
- Marion Zipfel, (2004), *Chine-Afrique : Quelle coopération*, Store Radio.
- Masuma Farooki (2009), *China's structural demand and the commodity super cycle : implication for Africa*, *Development Policy and Practice*, The Open University, Milton Keynes, February 2009.)
- NICET-CHENA, D. et ROUGIER , E. (2007), "Attractivité compare des territoires marocains et tunisiens au regard des IDE » cahier du GRES N°2007-05, Bordeaux, France.
- Romalahy, M. I. Z. et Rajamarison, L.(2008. « *Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar* » *Cahier de recherche en analyse économique N°-12/2008*, CREAM, Antananarivo-Madagascar
- Schneider F. et Frey B. (1985) « *Political and Economical Determinants of Foreign Direct Investment* » p.162.
- Stolper, Wolfgang et Samuelson, Paul, "Protection and Real Wages", *Review of Economic Studies*, IX, Novembre 1941, p. 58-67
- Yahuda, M. B. (1978). *China's role in world affairs*. London: Croom Helm.
- ZAFAR,A. (2007). "The growing relationship between China and Sub-Saharan Africa: Macroeconomic, Trade, Investment, and aid Links", *The World Bank Research Observer*, Spring2007, Vol. 22 Issue 1, p103-130, 28p.
- Zoellick, R. B. (2006). *US-China relations*. Presentation to the Committee on International

ANNEXE 1 : Les équations du modèle EGC statique en économie ouverte

Production, salaire, emploi :

$$X_i = f(\bar{A}_i \cdot \bar{K}_i \cdot LD_i)$$

$$w = PVA_i \cdot \frac{\partial X_i}{\partial LD_i}$$

$$\sum_i LD_i = \bar{L}S$$

Formation des revenus et épargne :

Revenu des ménages :

$$YM = \sum_i w \cdot LD_i$$

Revenu des entreprises :

$$YE = \sum_i (PVA_i \cdot X_i - LD_i)$$

Revenu de l'état :

$$YG = \sum_i LDI + \sum_i ts \cdot (PVA_i \cdot X_i - w \cdot LD_i) + \sum_i xi \cdot PX_i \cdot X_i$$

$$+ \sum_i tmi \cdot \bar{E} \cdot PWM_i^s \cdot Mi + \sum_i tei \cdot \bar{E} \cdot EX_i$$

Epargne globale :

$$S = sm \cdot (I - ty) \cdot YM + (I - ts) \cdot YE + YG - \sum_i pi \cdot CG + \bar{E} \cdot F^s$$

Demande de biens et services :

Consommation finale des ménages :

$$CM = (I - sm - ty) \cdot YM$$

Consommation des ménages par produits :

$$C_i = \beta_i^e \frac{CM}{P_i}$$

Consommation publique :

(())

$$\text{Prix de l'investissement : } PK_i = \sum_i P_i \cdot a_{ij}$$

Biens intermédiaires :

$$C_{Ii} = \sum_i a_{ij} \cdot X_j$$

Exportations :

$$X_i = B_i^e \cdot \left[y_i \cdot EX_i^{\phi_i} + (I - y_i) \cdot DS_i^{\phi_i} \right]^{\frac{1}{\phi_i}}$$

$$\frac{EX_i}{DS_i} = \left[\frac{I - y_i}{y_i} \right]^{\sigma_{xi}} \cdot \left[\frac{PE_i}{PD_i} \right]^{\sigma_{xi}}$$

Importations :

$$Q_i = B_i^m \cdot \left[\delta_i \cdot M_i^{p_i} + (I - \delta_i) \cdot DD_i^{p_i} \right]^{\frac{1}{p_i}}$$

$$\frac{M_i}{DD_i} = \left[\frac{\delta_i}{I - \delta_i} \right]^{\delta_m} \cdot \left[\frac{PD_i}{PM_i} \right]^{\delta_m}$$

Prix :

$$PM_i = \overline{PWM_i^s} \cdot \bar{E} \cdot (1 + t_{mi})$$

$$PE_i = \frac{\overline{PWE_i^s} \cdot \bar{E} \cdot (I + t_{mi})}{I + t_{e_i}}$$

$$p_i = \frac{I}{B_i^m} \cdot \left[\delta_i^{\sigma_{mi}} \cdot PM_i^{I - \sigma_{mi}} + (I - \delta_i)^{\sigma_{mi}} \cdot PD_i^{I - \sigma_{mi}} \right]^{\frac{1}{\sigma_{mi}}}$$

$$PX_i = \frac{I}{B_i^e} \left[(y_i^{\sigma_{xi}} \cdot PE^{\sigma_{xi}}) + (I - y_i)^{-\sigma_{xi}} \right]^{\frac{I}{I - \sigma_{xi}}}$$

$$PVA_i = PX_i \cdot (I - x_i) - \sum_i a_{ji} \cdot P_j$$

Condition d'équilibre sur le marché des biens et services :

$$Q_i = C_i + CG_i + CI_i + I_i$$

$$DS_i = DD_i$$

Equilibre de la balance courante (en devise) :

$$\sum_i PWM_i \cdot M_i - \sum_i PWE_i \cdot EX_i - F^s = 0$$

Numéraire :

$$\sum_i \Omega_i \cdot P_i = \overline{PINDEX}$$

Total des équations : 18n + 8 dont 18n+7 sont indépendantes.

Variables et paramètres du modèle MEGC :

Variables endogènes :

X_i : production en volume

W : taux de salaire

Y_M : revenu des ménages :

Y_G : prix intérieur des exportations :

PE_i : prix des biens composites

P_i : consommation total des ménages

CM : consommation publique du bien i (en volume)

CG_i : prix du capital

PK_i : exportation en volume

EXi : prix des biens intérieurs

PDi : importation en volume

F^s : Financement extérieur en devises

Variables exogènes :

Ki : stock de capital

PINDEX: niveau des prix

PWE^s : Prix mondial des exportations en devises

CG : consommation publique totale en volume

Paramètres :

Ai : coefficient de progrès technique

Ti : taux d'imposition

Sm : propension à épargner

Fi : coefficient de répartition des dépenses publiques

Hi : coefficient de répartition de l'investissement

Hij : matrice des coefficients d'investissement

Aij : matrice des coefficients techniques

B_i^e : paramètre de dimension de la fonction CET

B_i^m : paramètre de dimension de la fonction CES

LDi : demande de travail

PVAi : prix à la valeur ajoutée

YE : revenu des entreprises

PXi : prix à la production

S : épargne total

S_i : consommation des ménages en bien i

L_i : investissement par secteur d'origine

Cl_i : consommation intermédiaire du bien i

DD_i : demande de biens intérieurs en volume

DS_i : offre de biens intérieurs en volume

Q_i : demande de biens composites en volume

PM_i : prix intérieur des importations

Total des variables endogènes : $18n+7$

LS : offre de travail

PMW^s : prix mondial des importations en devises

E : taux de change nominal

δ_i : paramètre de proportion de la fonction d'Armington

σ_i^e : Elasticité de transformation

γ_i : paramètre de proportion de la fonction CET

σ_i^m : élasticité de substitution

φ_i : exposant de la fonction CET

ρ_i : exposant de la fonction d'Armington

Ω_i : coefficient de pondération des prix des biens composites

β_i^e : clé de répartition de la consommation des ménages

ANNEXE 2 : LES SOURCES DE DONNEES

Les sources statistiques utilisées et leurs limites

D'une manière générale, les statistiques des flux de capitaux internationaux souffrent d'un manque de cohérence qui n'est pas spécifique aux pays en développement. Il est difficile d'obtenir des données-miroir.

Données nationales

- Direction Générales de l'Institut National de la Statistique
- Banque Centrale de Madagascar

Données internationales

- 1) FMI
- 2) UNCTAD-World Investment Directory online